



Le 11 octobre 2016

Communiqué de presse

de Jean-Pierre BLAZY

Député-Maire de Gonesse

La nécessaire action du gouvernement contre le terrorisme ne doit pas faire oublier son action tout aussi nécessaire en matière de sécurité du quotidien

Après les événements du samedi 8 octobre dernier, à Viry-Châtillon dans l'Essonne, le pronostic vital d'un policier est toujours engagé. Je condamne fermement cette attaque et j'adresse tout mon soutien aux policiers et à leurs familles.

Suite au discours du premier ministre le 10 octobre assurant qu'il «*n'y avait pas de zone de non-droit*», de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer le manque de moyens de la police et l'insuffisance des outils à disposition de la justice. Pourtant, le code pénal, dans son article 221-3, prévoit la réclusion à perpétuité pour ce type de crime. Le vrai problème **n'est donc pas de savoir si nous disposons des outils judiciaires suffisants pour condamner les auteurs de ce type d'agression, mais bien des moyens à mettre en œuvre pour reprendre pied dans des zones où l'autorité publique vacille sous la pression quotidienne de délinquants et de criminels.**

J'ai été rapporteur du budget de la police et de la gendarmerie, et auteur d'un rapport d'information sur la lutte contre l'insécurité et j'ai pu constater la disparité dans la répartition des effectifs qui touche plus particulièrement les départements de la grande couronne en Ile de France. **Je proposais déjà en 2014 « de faire évoluer les critères de répartition des effectifs de la police et de la gendarmerie nationales afin de mieux tenir compte des réalités de la délinquance dans les différents territoires »** (proposition n°10 du rapport d'information sur la lutte contre l'insécurité sur tout le territoire du 22 octobre 2014) **et pourtant rien n'a été mis en place.**

J'ai observé, dans mon département, où la situation périphérique et sécuritaire est comparable à celle de l'Essonne, les limites de l'action de certains commissariats sous-équipés, auxquels le renfort périodique d'unités mobiles ne permet pas de répondre à la

complexité de la situation locale. Il faut aussi améliorer l'efficacité du travail policier. Je proposais, dans mon livre Repenser la sécurité, L'urgence démocratique (Éditions l'Harmattan,2016) une réforme qui doit mener à la suppression des tâches indues et permettre de libérer du temps nécessaire au maintien de la sécurité publique. Les policiers doivent retrouver leur fonction première, assurer la sécurité du citoyen, et disposer des moyens pour l'accomplir dans de bonnes conditions.

Contact : Nelson DE PESSEMIER - Collaborateur parlementaire
01 40 63 48 29 - 06 19 58 05 14